

**Point de presse de la porte-parole -
Syrie - Situation
humanitaire/Turquie
(Paris, 01 février 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et la réponse suivantes :

1 - Syrie - Situation humanitaire

La France condamne les bombardements qui ont visé le 29 janvier un hôpital géré par Médecins sans frontières ainsi qu'un marché dans la ville de Sarakeb et, le 30 janvier, le marché de la ville d'Ariha. Ces attaques ont coûté la vie à plusieurs victimes civiles et détruit l'hôpital de MSF. Comme celles qui visent quotidiennement la Ghouta orientale et le reste de la province d'Idlib, elles sont inacceptables.

Il est urgent que la Russie et l'Iran, garants du processus d'Astana et alliés du régime de Damas, prennent leurs dispositions pour que cessent les bombardements et que l'aide humanitaire parvienne de manière sûre, complète et sans entrave aux personnes qui en ont besoin.

En outre, la France rappelle sa préoccupation à l'égard de l'intervention turque à Afrin. Cette intervention, si elle peut être justifiée par les préoccupations de sécurité légitimes de la Turquie, ne doit pas venir aggraver la situation humanitaire des populations syriennes.

La France rappelle que les attaques ciblant délibérément les civils ainsi que les centres de santé et leur personnel constituent une violation grave du droit international humanitaire. La résolution 2286 du conseil de sécurité des Nations unies, dont nous avons activement soutenu l'adoption, exige la protection des installations et personnels médicaux dans les conflits. La France appelle à la concertation étroite entre alliés et partenaires pour remédier à cette situation.

La poursuite des hostilités sur le terrain impose de poursuivre les efforts en faveur d'une solution politique durable, négociée sous l'égide des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

2 - Turquie

Q -La troisième audience du procès des responsables turcs d'Amnesty international, Taner Kiliç et Idil Eser, et de neuf autres défenseurs des droits de l'Homme, parmi lesquels les ressortissants allemand et suédois Peter Steudtner et Ali Gharavi, s'est tenue hier à Istanbul.

Après un arbitrage de la cour hier en faveur de la remise en liberté de T. Kiliç, ce dernier a finalement été maintenu en détention à la suite de la demande en appel du procureur. La France a-t-elle une réaction ?

R - La France a appris avec une vive préoccupation le maintien en détention de M. Taner Kiliç, président de la branche turque d'Amnesty international, en dépit de la décision de remise en liberté intervenue hier. Comme nous l'avons fait depuis son arrestation en juin dernier, nous continuons à demander sa libération rapide.

Le consulat général de France a assisté à l'ensemble des audiences. La France est attachée au droit de chacun à un procès équitable. Nous appelons à nouveau la Turquie à respecter ses engagements européens et internationaux en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales.

La France continuera de suivre attentivement le procès de M. Taner Kiliç et des autres défenseurs des droits de l'Homme qui sont toujours poursuivis avec lui. Les ONG, comme Amnesty international, sont une composante essentielle de toute société démocratique.

À l'issue de son entretien avec son homologue turc à Paris le 5 janvier, le président de la République avait publiquement indiqué avoir «mentionné le cas de plusieurs dirigeants d'ONG» et rappelé que «nos démocraties devaient complètement respecter l'Etat de droit»./.